

Souveraineté européenne, la grande illusion numérique !

Si les sociétés de l'UE plébiscitent globalement les solutions locales, en réalité, elles ne les utilisent pas et restent soumises aux GAFAM américains. Face à la mainmise et au lobbying forcené des Microsoft, Google et autres Meta, et surtout aux intérêts contradictoires des 27, l'émergence d'un champion européen du cloud fait figure de douce utopie pour ces deux experts.

« *Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais !* » Voilà un bon résumé des résultats du récent sondage Ipsos commandé par Yousign, l'éditeur français de logiciel spécialisé dans la signature électronique. L'étude a été menée auprès de 4 000 actifs dans quatre pays (Italie, France, Allemagne et Espagne) et dans plusieurs secteurs comme la banque, l'assurance, l'immobilier, la tech, l'éducation ou les ressources humaines. L'idée était de comprendre pourquoi les solutions technologiques européennes ne parviennent pas à s'imposer. Les résultats montrent ainsi que 78 % des décideurs interrogés reconnaissent l'importance d'avoir recours à des outils européens, mais ils ne sont que 32 % à en faire une priorité dans leurs décisions d'investissement.

Différences d'échelles

« *L'Europe souveraine n'existe pas*, assène Cédric Thévenet, vice-président exécutif et chef de la cybersécurité pour toute l'Amérique du Nord chez Capgemini, le groupe de services numériques, *chaque pays est d'accord pour faire un cloud souverain, mais chacun le sien. Il y a des différences d'échelle monstrueuses. Quand j'étais à la Société Générale, on a essayé de travailler avec des sociétés françaises comme*

OVHcloud. C'était du bricolage ! Ils font de la PME et du particulier mais ils n'ont pas le niveau pour gérer de grosses entreprises. » Dit autrement, l'Europe veut reprendre le contrôle du cloud mais sans s'en donner les moyens.

Colonisation numérique

46 % des sondés reconnaissent en tout cas être préoccupés par la dépendance aux plateformes américaines, « particulièrement en Espagne (51%) et en Italie (54%), précise le rapport, où la souveraineté numérique est perçue comme un levier stratégique ». « Nous sommes tous les victimes consentantes d'une colonisation numérique, affirme Christophe Alcantara, professeur en communication à l'Université Toulouse Capitole. Les modèles économiques des GAFAM reposent sur le fait de pomper et d'aspirer l'intégralité des datas correspondant à notre vie quotidienne. Sans cela, ils ne valent plus les centaines de milliards d'euros qu'ils pèsent en bourse. »

Position de soumission

Plus qu'un enjeu technologique, l'étude révèle surtout une bataille politique et civilisationnelle, exacerbée depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. *« Après une plainte déposée par le New York Times en 2023, OpenAI a ainsi récemment reçu l'injonction de fournir à la justice américaine tous ses logs, relate M. Thévenet. Cela va à l'encontre de l'engagement passé avec ses clients mais, étant sous juridiction US, la société doit respecter cette décision. Toutes les transactions effectuées avec OpenAI, migrations SAP, administration de base clients, etc, deviennent ainsi directement accessibles aux autorités américaines. On est dans une position de soumission vis-à-vis des États-Unis et il n'y a pas de contrat qui tienne. »* Le Français installé à Chicago (Illinois) admet toutefois qu'Amazon ou Microsoft ne tireraient aucun avantage à s'aliéner le reste du monde et qu'ils se défendent généralement bec et ongles contre les

administrations qui leur dictent une conduite contraire à leurs intérêts.

Optimisation sans bornes

Sans oublier que cet écosystème dominé par les Américains a aussi pour but une optimisation fiscale sans bornes en Europe, notamment en Irlande où la plupart des GAFAM ont installé leur tête de pont pour l'UE. « *Le lobbying américain est ultra-puissant, observe M. Thévenet. Ils sont partout, dans les instances parlementaires, dans les grands meetings, au Sénat, à l'Assemblée, à Bruxelles ou à Strasbourg et ils influent sur les décisions les concernant. Capgemini a des partenariats avec Microsoft ou Google, on fait du business avec eux, à travers eux, ils travaillent avec nous. Il y a une vraie interaction.* » Parmi les freins, réels ou supposés, à un recours à des solutions européennes, 28 % des dirigeants interrogés dans le sondage avancent le coût trop élevé de ces outils alors que 20 % mettent en doute leur fiabilité.

Véritable bataille

69 % des répondants jugent par ailleurs le critère éthique important dans le choix d'un prestataire, mais marginal face au coût et à la performance de la solution proposée. Signe tout de même d'un début de bascule, 28 % des répondants ne voient aucun obstacle majeur à l'adoption de solutions européennes. « *Face aux défis géopolitiques actuels, la souveraineté de l'Europe est devenue une nécessité, commente, peut-être un peu trop optimiste, Alban Sayag, PDG de Yousign. En tirant parti de la diversité et des atouts de chaque nation européenne, nous pouvons créer des champions technologiques capables de rivaliser avec les géants étrangers.* »

Une localisation stratégique

La localisation géographique des serveurs est aussi un élément clé. Elle est jugée importante pour 58 % des personnes

interrogées (et même primordiale pour 23 % d'entre elles) mais 37 % ignorent l'emplacement où sont hébergées leurs données professionnelles ! Ce chiffre dégringole même à 31 % dans le secteur juridique, la finance et les ressources humaines. « Ce qu'il faut retenir, c'est que c'est le droit du pays où vous avez installé vos serveurs qui s'applique, précise M. Alcantara. Si vous vous rapprochez par exemple du cercle polaire et hébergez vos données en Alaska, c'est la loi des États-Unis qui s'impose. Stocker ses datas dans l'Union européenne me paraît être la moindre des choses. » « A la fois, n'y a-t-il pas un danger à n'aller que sur une solution souveraine ?, s'interroge de son côté M. Thévenet. Cela fait sens pour des acteurs comme Thales, Safran ou Airbus, dans des secteurs sensibles comme le militaire ou la défense, mais les autres comme Capgemini ont besoin d'avoir des data centers locaux dans le monde entier, là où se fait le business. »

De trop petits marchés nationaux

Il y a deux ans déjà, un rapport du Sénat appelait l'UE à un sursaut et à polariser son action autour de la reconquête de sa souveraineté numérique, en renforçant encore les synergies public-privé ou en ouvrant la commande publique aux acteurs européens du cloud. « Nos marchés nationaux sont trop petits pour pouvoir proposer des solutions concurrentielles, assure M. Alcantara. Il faudrait s'entendre à 27, mais les enjeux et les intérêts des pays européens sont trop divergents. Les États-Unis d'Europe ne seront jamais les États-Unis d'Amérique ! » Et d'en appeler à une volonté politique forte comme celle, en son temps, de Margrethe Vestager. Alors commissaire en charge du numérique, elle avait réussi, au bout de quinze ans, à imposer le RGPD, le règlement européen sur la protection des données personnelles, la bête noire des GAFAM.

Emmanuel LANGLOIS,

6 juin 2025, en partenariat avec [InCyber News](#), le média de la confiance numérique



LA FRANCE A BRILLÉ DANS LA TECH,
ELLE PEUT ENCORE RIVALISER AVEC LES GÉANTS DU NUMÉRIQUE

« Je n'ai rien à cacher » : vraiment ?

« De toute façon, on n'a pas le choix, alors autant utiliser Google, Microsoft et les autres... » Si cette phrase vous semble familière, c'est que la question de la **souveraineté numérique** est souvent reléguée au second plan. Pourtant, nos données sont devenues un **enjeu de pouvoir et de dépendance économique**. Chaque fichier stocké sur un cloud américain, chaque email échangé sur une plateforme non souveraine, chaque réunion tenue sur un outil non européen renforce cette dépendance.

« Si vous contractez en dollars, si un mail passe par un serveur basé aux Etats-Unis, si un citoyen américain est dans le dossier, cela lui suffit pour intervenir. » Frédéric Pierucci, un ancien cadre supérieur d'Alstom

Mais avons-nous vraiment toujours été dépendants ? **La France a longtemps été un leader technologique.** Dans les années 60, sous l'impulsion du **Plan Calcul**, notre pays a investi massivement pour développer une industrie informatique nationale capable de rivaliser avec les géants américains. **Des entreprises comme Atos, Bull, et Alcatel ont été des pionniers du secteur.** À son apogée, **Alcatel était le deuxième plus grand fabricant de téléphones portables au monde.**

Alors comment avons-nous perdu cette souveraineté ? Et surtout, **comment pouvons-nous la reconquérir ?**

Un enjeu majeur : la souveraineté numérique en danger

Pourquoi reprendre le contrôle de ses données ?

Les **entreprises et administrations** doivent absolument se réapproprier leurs données, sous peine de :

- **Subir les lois extraterritoriales** comme le Cloud Act, qui permet au gouvernement américain d'accéder aux données stockées chez Microsoft, Google ou AWS, même en dehors des États-Unis.
- **Payer des amendes RGPD salées** : Plusieurs entreprises européennes ont déjà été sanctionnées pour avoir stocké des données clients sur des serveurs non conformes.
- **Rester sous perfusion des GAFAM** : Un simple changement de politique tarifaire de Microsoft 365 ou Google Workspace peut impacter des milliers d'entreprises européennes.
- **Risque de perte de souveraineté industrielle** : L'exemple d'**Alstom**, dont certaines divisions ont été rachetées par General Electric après l'arrestation de son

dirigeant Frédéric Pierucci, illustre la façon dont la dépendance aux infrastructures étrangères peut devenir un levier de pression économique.

- **Affaiblissement des industries stratégiques** : Alcatel, Technip, ou encore des entreprises du secteur de l'énergie et des télécoms ont vu leurs actifs et brevets passer sous contrôle étranger faute d'une protection souveraine adéquate.
- **Dépendance technologique critique** : La France a confié l'hébergement des **données de santé du Health Data Hub** à Microsoft, soulevant des questions sur la souveraineté des données médicales.

Pourquoi cela nous concerne tous ?

Quelques chiffres édifiants :

- *80% des données des entreprises européennes sont stockées sur des serveurs américains (source : Capgemini, 2024).*
- *En 2023, l'UE a infligé une amende record de 1,2 milliard d'euros à Meta pour violation du RGPD (source : Commission européenne, 2023).*
- *Les entreprises européennes dépendent à 92% de logiciels américains pour leurs communications internes (source : Gartner, 2024).*

« Cette affaire révèle comment des entreprises stratégiques françaises peuvent être déstabilisées et rachetées par des intérêts étrangers sous couvert de procédures judiciaires. » Frédéric Pierucci, un ancien cadre supérieur d'Alstom

De la souveraineté industrielle à la colonisation numérique

Certains objecteront que la mondialisation favorise les

meilleures technologies et que l'interdépendance est inévitable. Pourtant, l'Histoire nous montre que **les nations qui ne protègent pas leurs industries stratégiques finissent sous influence étrangère.** La France, autrefois une **puissance technologique majeure, a perdu du terrain** en abandonnant progressivement sa souveraineté numérique.

Nous avons été des pionniers :

- Dans les années **1960-70**, le Plan Calcul a permis à la France de développer son propre secteur informatique, avec des entreprises comme **Bull et CII-Honeywell** rivalisant avec IBM.
- **La France était la deuxième nation au monde en nombre d'ingénieurs**, juste derrière les États-Unis. Nos écoles formaient des milliers de talents qui travaillaient sur des innovations technologiques stratégiques.
- **Alcatel**, dans les années 1990, était **leader mondial des télécommunications** et le **deuxième plus grand fabricant de téléphones portables** au début des années 2000.
- **Atos**, fleuron du numérique, a joué un rôle clé dans les supercalculateurs et la cybersécurité.

Puis, nous avons tout laissé filer :

- Le rachat d'Alstom par General Electric, privant la France de son indépendance dans le secteur énergétique et industriel.
- La vente des activités télécoms d'Alcatel à Nokia, éliminant notre capacité à concurrencer Huawei ou Ericsson.
- L'hébergement des **données de santé du Health Data Hub** par Microsoft, au mépris des infrastructures cloud françaises.
- **La fuite des cerveaux** : la dévalorisation des métiers techniques et l'absence de politique ambitieuse ont poussé de nombreux ingénieurs à s'expatrier vers les

États-Unis ou la Chine.

Aujourd'hui, nous vivons une colonisation numérique. Nos outils, infrastructures et données sont sous contrôle étranger. **Que se passerait-il si une crise géopolitique poussait les États-Unis à restreindre l'accès à leurs services cloud ?** La dépendance aux géants américains et chinois met en péril notre souveraineté économique et technologique.

La France doit cesser d'être une simple consommatrice de technologies étrangères et redevenir une nation innovatrice. Nous en avons le potentiel. Nous avons déjà prouvé que nous pouvions rivaliser avec les plus grands. Il est temps de retrouver cette ambition.

Les scandales de cybersécurité qui prouvent l'urgence de la souveraineté numérique

Si vous pensez que confier vos données aux GAFAM est sans risque, voici quelques exemples récents qui montrent à quel point **la dépendance aux géants américains met en danger vos informations personnelles, votre vie privée et votre sécurité :**

Vous pensez être protégés ? Voici la réalité :

- **☐☐ La fuite massive de Facebook (2019 & 2021) :** Les données personnelles de plus de 533 millions d'utilisateurs ont été exposées, incluant numéros de téléphone, emails, noms et dates de naissance. Une mine d'or pour les cybercriminels qui s'en servent pour des arnaques et usurpations d'identité.
- **☐☐ Google Chrome : le cheval de Troie de la publicité ciblée :** Google collecte en permanence vos habitudes de navigation, vos recherches et votre position. Vous êtes **le produit** : chaque recherche alimente ses algorithmes publicitaires et renforce son monopole.
- **☐☐ Le piratage massif de Yahoo (2013-2014, révélé en 2016) :** Près de 3 milliards de comptes ont été

compromis, l'une des plus grandes fuites de données de l'histoire. Yahoo a mis **plus de 3 ans** à révéler l'ampleur de l'attaque, laissant ses utilisateurs dans l'ignorance.

- **☐☐ Amazon Alexa & l'espionnage à domicile** : Saviez-vous que les employés d'Amazon ont accès aux enregistrements de votre assistant vocal ? Des enquêtes ont prouvé que des conversations privées étaient écoutées et analysées pour améliorer leurs IA... et potentiellement surveiller.
- **☐☐ Microsoft et le Cloud Act : vos données ne vous appartiennent plus** : Toutes les données stockées sur des serveurs Microsoft (OneDrive, Outlook, Teams, etc.) peuvent être réquisitionnées par le gouvernement américain, même si elles sont hébergées en Europe. Une surveillance massive **totale**ment légale.
- **☐☐ TikTok : l'application qui siphonne vos données** : Derrière son apparence ludique, TikTok collecte des informations sur votre localisation, vos contacts et votre comportement en ligne, avec des connexions suspectes vers des serveurs chinois.

Utiliser les services des GAFAM/BATX, c'est nourrir la bête

Chaque clic, chaque partage, chaque fichier stocké chez Google, Microsoft ou Amazon **alimente leur puissance et leur monopole**. Pendant que vous profitez d'un service « *gratuit* », vous cédez **vos données, votre vie privée et votre indépendance numérique**.

Ces entreprises deviennent tellement dominantes qu'elles **éliminent toute concurrence et empêchent l'émergence d'alternatives souveraines**.

Nous devons changer nos habitudes avant qu'il ne soit trop tard.

Il est temps d'agir pour notre souveraineté numérique !

Il est temps de cesser d'être des consommateurs passifs et de redevenir des acteurs de notre futur numérique.

- **Remplacez les services américains par des alternatives souveraines** : utilisez Whaller pour vos communications, OVHcloud pour votre stockage, Qwant au lieu de Google.
- **Exigez des solutions sécurisées et respectueuses des utilisateurs** : bannissez les outils qui exploitent vos données personnelles à des fins publicitaires ou d'espionnage.
- **Faites pression sur vos entreprises et institutions** : informez-vous sur les logiciels qu'elles utilisent et demandez des solutions françaises ou européennes.
- **Soutenez les politiques favorisant la souveraineté numérique** : poussez les gouvernements à renforcer la législation en faveur des acteurs français et européens.

« Il est crucial que la France mette en place des mécanismes pour défendre ses entreprises face à des attaques judiciaires et économiques extérieures. » Frédéric Pierucci, un ancien cadre supérieur d'Alstom

Nous avons encore le choix. Mais si nous ne faisons rien, nous perdrons totalement notre liberté numérique.

Et vous, êtes-vous prêt à vous libérer de la dépendance aux GAFAM/BATX ?

[Grégory Saccomani](#) □

Excellence de la French Tech - Un architecte face aux Cassandres

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

Et si au lieu de regarder le numérique français comme un verre à moitié vide, nous regardions surtout ce qui va. Quel vivier avons-nous, quelles qualités abritons-nous, quelles opportunités s'offrent à nous ?

Décembre 2023. Nos administrations préfèrent Azure pour le Health Data Hub. Car les autres clouders français ne sont pas assez "SecNumcloud" ou pas assez prêts. Alors qu'Azure n'est pas du tout SecNumCloud (<https://next.ink/126283/ca-va-etre-sanglant-la-cn-il-autorise-les-donnees-de-sante-chez-microsoft/>). Mot à mot c'est ce qui est dit. Tirage de balle dans le pied ? Éternel renoncement français sur le numérique ?

Désolé de faire entendre une voix discordante alors. Ma modeste et empirique voix d'architecte de systèmes

d'informations en société de conseil. Une voix face aux cassandres du défaitisme. Voix modeste, même si j'ai régulièrement une position de prescripteur. Voix empirique, à la suite de l'établissement d'un annuaire de plus de 900 solutions françaises (voir <https://grenouillemoi.fr>) qui m'a permis de rencontrer et d'échanger avec un grand nombre d'acteurs. Voix empirique encore, à la suite de l'écriture d'un livre blanc sur 10 solutions PaaS françaises. Et en réalité, cette voix a un message simple : Les French Tech offrent des bonnes solutions !

Les solutions françaises sont (très) bonnes

Il n'y a pas que Dassault Systèmes (au demeurant très bon) en France. Il y a aussi un très grand nombre de solutions, souvent spécialisées, qui sont des références dans leur propre secteur. Et y compris sur le plan international. Bien sûr, certaines solutions ne sont pas nécessairement prêtes à supplanter leurs grands concurrents. Mais si nous cessions un peu de voir constamment le verre à moitié vide ?

Que répondre à une entreprise de 40 personnes qui fait plus de 75% de son CA à l'international ?

Que répondre à toutes ces entreprises françaises qui sont des références de leur segment ?

Que répondre aux entreprises présentes dans un Magic Quadrant du Gartner ?

Français égal nul ? Il semblerait que non.

Peut-on en citer ? Oui. Scality. Prestashop. Vates. Astran. Harfanglab. Contentsquare. Payfit. Datagalaxy. Bonitasoft. Parmi plein d'autres. Tout en essayant de ne pas faire trop de jaloux... Et pour avoir zoomé sur les solutions PaaS françaises, et connaissant bien certains Hyperscalers, et bien oui dans un grand nombre de cas d'usage je préférerais une PaaS française. Et cet avis est partagé. Par honnêteté intellectuelle, choisir

un hyperscaler fait sens pour certains cas d'usages. Dont certains totalement de niches et propre à l'hyperscaler en question. Mais pour une très grande partie des projets informatiques que j'ai pu croiser, il n'y avait pas besoin de leurs spécificités. Et à l'heure du multi cloud et du cloud hybride, ce n'est pas un non-sens absolu de « patchworker » ses fournisseurs. C'est même une très bonne idée. Et si mon positivisme vous surprend, dites-vous bien que les clouders français bénéficient des retours d'expérience de leurs prédécesseurs. Ça aide. Et ça a bougé depuis ces dix dernières années.

Les solutions françaises sont plus sûres

Acheter français, c'est avoir un contrat français. Pas besoin de maîtriser le droit d'un autre pays. C'est aussi une bien plus grande assurance du respect des réglementations européennes qu'un acteur extra-européen. Une plus grande robustesse aux soubresauts juridiques potentiels du [Data Privacy Framewok](#). Et une plus grande chance d'être FISA-PROOF (voir <https://www.01net.com/actualites/philippe-latombe-la-loi-fisa-cest-une-bombinette-qui-pourrait-faire-voler-en-eclat-notre-souverainete-numerique.html> et <https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-fisa-section-702-les-us-prolongent-son-permis-de-surveillance-a-l-etranger-93552.html>).

Tout n'est pas parfait certes, mais n'espérez pas forcément mieux en dehors de l'union européenne. Et attention au *Sovereign Washing* ! La portée de la loi FISA n'invite pas à utiliser du code américain... Mais l'aspect juridique n'est pas le seul point important. Une attention toute particulière doit être portée sur l'infrastructure.

Souhaitez-vous un Engie et un EDF Russe ?

Un Orange Chinois ?

Ce n'est pas pour rien si ces questions vous semblent saugrenues.

Alors des infrastructures américaines, qu'en penser ?

C'est la pleine indépendance de la France, la maîtrise de nos coûts et la sauvegarde de nos compétences qui sont en jeu. En plus d'être un captateur de valeur ajoutée redoutable. Et tant mieux pour les clouders français si SecNumCloud est la norme la plus exigeante en Europe. L'exigence en argument commercial. Et donc oui, utiliser des solutions et des infrastructures françaises est plus sûr !

Les solutions françaises sont concurrentielles

Peut-être le critère le plus subjectif, sachant que tout le monde n'affiche pas ses prix sur Internet. Mais à de rares exceptions, quand les prix sont publics, ils sont très souvent inférieurs à la concurrence. Et pas qu'un peu parfois ! Et c'est sans compter sur des *egrees fees* (coût de sortie des données si vous préférez) plus bas voire inexistantes. Mais cela ne concerne pas le coût.

Concernant la richesse fonctionnelle, peut-être que parfois elles sont "en dessous", mais clairement elles contiennent les fonctionnalités qui sont réellement nécessaires. Et mon expérience voyant très souvent un CRM utilisé comme un fichier Excel évolué, cela laisse de la marge...

Les solutions françaises couvrent beaucoup de types de technologies

Ma grande surprise fut de découvrir le spectre très large de solutions existantes. SI RH, CRM, ERP, Fonctions finances, Facturation, etc... En gros la majorité des types de logiciels que l'on retrouve dans n'importe quel SI existe en France. Et le nombre de solutions spécifiques à un métier est aussi très large. Il n'est pas illusoire de penser qu'entre solutions françaises et open source, on puisse monter tout un SI.

Autre surprise, le nombre de solutions de cybersécurité française. N'étant pas de ce monde je ne saurais juger de la complétude de l'offre, mais le spectre est clairement large. Et la communauté est très sympathique ! Une raison de plus d'espérer dans notre souveraineté numérique.

Les solutions françaises paient leurs impôts en France

Ai-je vraiment le besoin d'étayer ? Pour être honnête, cette assertion est toutefois difficile à vérifier à 100%. Mais les solutions extra-européennes qui ne paient pas ou trop peu d'impôts en France existent, elles, bel et bien...

Les solutions françaises sont plus « proches »

Cela peut couler de source, mais figurez-vous que ça aide si on souhaite avoir un support en Français ! Et cette proximité, par son existence même, permet de garantir une chaîne industrielle de l'IT présente en France. Favorisant ainsi le fait que la France reste à la page sur ces sujets. Et donc nous tous.

Autre constat, la French Tech est présente sur tout le territoire français. En effet, la R&D n'a pas besoin d'être à Paris, et le modèle des startups parisiennes n'est pas le seul modèle !

Les solutions françaises savent faire plus avec moins

Une de mes grosses surprises. Très régulièrement, je me suis prêté à l'exercice de la comparaison Chiffre d'affaires/Nombre d'employés. Entre entreprises françaises et non françaises d'un même secteur. Et j'ai pu voir qu'un ratio de 3 est très courant. Pour des entreprises parfaitement concurrentielles. Aucune honte à avoir je pense.

Un pessimisme déconnecté de la réalité ?

Alors amis, collègues, confrères, clients travaillant dans les DSI, n'hésitez pas à aller chercher des sociétés françaises pour vos appels d'offres. Cela devrait même être un must-have.

Car vous risquez aussi d'être agréablement surpris !

J'ai pu prendre contact avec plein d'entreprises, souvent très heureuses d'être mises en lumière. Car elles font le travail tout en subissant une visibilité qui n'est pas à la hauteur de leurs qualités. Et arrêtons le misérabilisme et le négativisme ! Qui croyait en Airbus ? En Ariane ? A leurs débuts peu de personnes. Alors que nous avons déjà un certain nombre d'Airbus du numérique devant nos yeux.

[Thomas JARDINET](#)

“Le pessimisme est affaire d'humeur, l'optimisme est affaire de volonté” – Blaise Pascal

« Au nom de l'Europe » : une révolution silencieuse décryptée avant les élections européennes

Le documentaire « [Au nom de l'Europe](#) », récemment diffusé, offre un éclairage saisissant sur les transformations profondes qu'a subies la France sous l'égide de l'Union européenne, souvent à son insu. Arnaud Montebourg, figure politique emblématique, affirme que ce documentaire « *décortique comment une révolution anti-souveraine silencieuse a eu lieu dans notre pays sans que nous ne nous en rendions vraiment compte* ». **Alors que les élections européennes approchent ce dimanche 9 juin, il est crucial de revenir sur ces changements.**

De Gaulle, le CNR et la stratégie de la chaise vide

Charles de Gaulle, chef du Conseil national de la Résistance ([CNR](#)) et fondateur de la Cinquième République, a joué un rôle crucial dans la définition de la politique souverainiste française. Profondément sceptique quant à une intégration européenne réduisant la souveraineté nationale, de Gaulle lançait en 1959 à propos de la construction européenne « *Oui, c'est l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, c'est l'Europe, c'est toute l'Europe, qui décidera du destin du monde !* ». Sa stratégie de la « [chaise vide](#) » en 1965, où la France s'est retirée temporairement des réunions du Conseil des ministres de la CEE, visait à protester contre les tentatives de supranationalité et à défendre le droit de veto dans les décisions importantes.

Le rôle contesté de Jean Monnet

[Jean Monnet](#), souvent considéré comme l'un des pères fondateurs de l'Union européenne, a joué un rôle plus que discutable dans l'intégration européenne. Pour certains, Monnet a été un véritable traître à la nation française, œuvrant davantage pour les intérêts des États-Unis que pour ceux de la France. Utilisant sa position pour promouvoir une vision fédéraliste de l'Europe, Monnet a favorisé l'ouverture des marchés et la libéralisation économique, souvent au détriment de la souveraineté nationale et des intérêts français.

L'Acte Unique, le Traité de Rome et la fin des monopoles publics

Le [Traité de Rome](#), signé en 1957, a marqué la naissance de la Communauté Économique Européenne (CEE) et posé les fondations de la coopération économique entre les États membres. De Gaulle, bien que pragmatique, a toujours été réticent à l'idée d'une Europe supranationale qui compromettrait la souveraineté française, prônant une « [Europe des nations](#) ».

[L'Acte Unique](#), adopté en 1986, a accentué cette intégration en

introduisant la libre circulation des capitaux, préparant ainsi l'instauration de la monnaie unique. Cette mesure a conduit à une financiarisation accrue de l'économie européenne et à la [fin des monopoles publics](#) tels qu'EDF/GDF, La Poste et la SNCF, détruisant la [loi de 1946](#) qui protégeait ces entreprises.

Traités et Réformes : entre opposition et capitulation

Jacques Chirac, dans une tentative de sauvegarder la souveraineté nationale, s'est opposé aux [traités d'Amsterdam et de Nice](#). Les [grèves](#) massives de 1995 symbolisent cette résistance populaire. En 1996, malgré ses réticences initiales, Chirac finit par céder, marquant la libéralisation totale des services publics en 2000. En 2019, les tarifs du gaz ont été alignés sur ceux de l'électricité, une décision prise sans consultation parlementaire ni populaire.

La libéralisation des marchés et ses conséquences

La libre circulation des capitaux a eu des effets dévastateurs sur l'industrie française. Des [entreprises emblématiques](#) comme Arcelor, Pechiney, Alstom et Technip sont passées sous pavillon étranger, souvent américain, au détriment des PME locales. La mondialisation, orchestrée par des figures comme [Pascal Lamy](#), ancien commissaire européen pour le commerce, a favorisé une concurrence déloyale, particulièrement visible dans le secteur du transport routier.

L'élargissement vers l'Est : une délocalisation silencieuse

[L'élargissement](#) de l'Europe vers l'Est en 2004 a intensifié le dumping social. Les salaires dans des pays comme la Pologne et la Bulgarie restent largement inférieurs à ceux de la France, exacerbant les faillites des PME françaises. En 2019, le coût horaire d'un salarié français était de 47€, contre seulement 8€ pour un Bulgare. Cet élargissement, initié sans consultation de la Commission européenne, a amplifié les

disparités économiques et sociales au sein de l'Union.

L'Union Monétaire : une construction allemande et le rôle de Jean-Claude Trichet

Depuis 1983, la monnaie unique était déjà en préparation, dictée par l'Allemagne. Début 1980, le [monétarisme](#) entre en jeu aux États-Unis avec la lutte contre l'inflation, prônant une monnaie forte. Cette idée de « [franc fort](#) » a été soutenue par Pierre Bérégovoy, mettant fin aux dévaluations de la monnaie. Jean-Claude Trichet, alors directeur du Trésor et partisan du franc fort, a demandé [l'indépendance de la Banque de France](#), plaçant la monnaie au-dessus de la politique.

L'adoption du franc fort a conduit à une récession et une flambée du chômage en France. La dette de la France a doublé en deux ans, atteignant 3000 milliards de francs. Tandis que les autres pays dévaluaient leur monnaie, la France, sous la politique du franc fort menée par Jacques Delors et François Mitterrand, a vu ses marges économiques se réduire drastiquement.

La crise de la souveraineté et le fédéralisme européen

Le [traité de Maastricht](#), signé en 1992, a été un point de basculement crucial. Ce traité posait un problème fondamental, car le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, comme énoncé dans la [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#) et réaffirmé par la [Constitution française](#). En 1976, le Conseil constitutionnel [déclarait](#) : « *La souveraineté [...], tant dans son fondement que dans son exercice, ne peut être que nationale.* » En 1992, une [révision constitutionnelle](#) controversée (« *les transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire ainsi qu'à la détermination des règles sur le franchissement des frontières extérieures des États membres sont autorisés.* ») a permis l'adoption de ce traité, malgré les objections initiales du Conseil constitutionnel.

La fin du Franc : une perte d'identité

Le 1er janvier 2002, l'Euro a été officiellement adopté, marquant la fin du franc après [641 ans](#) d'existence. Cet événement symbolique a représenté un changement économique majeur mais aussi une perte d'identité pour de nombreux Français.

Conclusion : une Europe à repenser

Depuis l'adoption de l'euro en 2002, la France a connu une hausse de la dette, une baisse du niveau de vie et une désindustrialisation croissante. L'Union européenne, loin de protéger les intérêts des citoyens, semble de plus en plus être au service des grandes multinationales et des puissances financières. Un tiers des commissaires sous [Juan-Manuel Barroso](#) travaillent aujourd'hui pour plusieurs des plus grandes multinationales, principalement américaines. Lui-même travaille pour Goldman Sachs. Actuellement, de nombreux commissaires européens ont travaillé dans les grands groupes, et dans les autres institutions européennes, d'anciens membres de Google ou Facebook occupent des postes de direction. Chaque année, 3 milliards d'euros sont dépensés en [lobbying](#) par environ 3000 lobbyistes qui influencent les institutions européennes.

L'Union européenne, telle qu'elle est aujourd'hui, est vouée à l'échec, et les peuples européens continueront de souffrir. Les citoyens n'ont plus leur mot à dire ; ils ont perdu leur souveraineté et la maîtrise de leur avenir et de celui de leurs enfants. À la veille des [élections européennes](#), il est essentiel de se poser des questions fondamentales sur l'avenir de l'Union européenne. Les citoyens sont invités à examiner de près les conséquences de la perte de souveraineté et à envisager des solutions qui pourraient inclure, sans la mentionner explicitement, une réévaluation radicale de notre place au sein de l'Union européenne.

Regagner une pleine souveraineté permettrait de redéfinir des

politiques économiques et sociales en accord avec les intérêts nationaux, sans les contraintes imposées par des institutions souvent déconnectées des réalités locales. Les électeurs sont appelés à réfléchir à ces enjeux cruciaux afin de choisir des représentants qui défendront une Europe plus juste, plus souveraine et plus respectueuse des droits et des aspirations de ses citoyens.

[Grégory Saccomani](#)

Les défis des grands feux et l'essor du programme Fregate-F100

Les années récentes ont été témoins de phénomènes sans précédent dans le domaine des incendies de forêt, mettant en lumière la nécessité d'une réponse efficace et innovante. Les feux dévastateurs de 2022 dans les Landes et sur le bassin d'Arcachon, ainsi que les vastes incendies qui ont ravagé des millions d'hectares au Canada l'été dernier, nous confrontent à l'urgence d'agir face à l'emballement climatique auquel les feux contribuent.

La recrudescence des incendies, leur propagation vers des territoires auparavant préservés, souligne le défi croissant auquel les états sont confrontés. Les moyens traditionnels semblent insuffisants pour contenir ces feux destructeurs. **L'absence d'engagement des industriels aéronautiques français et européens dans des programmes d'Aerial Fire Fighting (AFF) révèle les conséquences encore présentes de la crise sanitaire et à la nature restreinte de ce marché de niche qui représente environ 300 avions à produire entre 2030 et 2050.**

Or la responsabilité de garantir la sécurité nationale est régaliennne. En Europe, la lutte contre les incendies donc des capacités AFF est principalement assurée par des entités étatiques, tandis qu'en Amérique du Nord, des opérateurs privés gèrent d'importantes flottes. La DG-ECHO de la Commission européenne coordonne quant à elle les réponses aux crises, mobilisant les ressources nationales « mises en alerte » sur la base du volontariat solidaire et favorisant l'interopérabilité entre les pays contributeurs.

Hynaero, une jeune société bordelaise, se positionne aujourd'hui avec l'ambition de répondre aux défis posés par les feux de forêt. Son programme, le Fregate-F100, vise à concevoir et produire un avion amphibie bombardier d'eau moderne et efficace, en partenariat avec l'industrie aéronautique française et européenne et les pays clients.

Comparé aux solutions existantes, le Fregate-F100 offre un réel bond capacitaire, une sécurité renforcée et une disponibilité accrue. Il représente une alternative aux avions traditionnels vieillissants et aux capacités complémentaires disponibles sur le marché. Il répond également aux enjeux majeurs de réindustrialisation et de souveraineté économique pour notre pays et pour l'Europe.

La France et plus largement l'Europe possèdent l'ensemble des savoirs et des outils industriels pour mener à bien ce programme et conserver sur nos territoires cette activité économique majeure et structurante pour l'écosystème des acteurs de la sous-traitance et supply-chain aéronautique. Le seul renouvellement des 70 Canadair volant en Europe représente un marché de 5Md€ pour les ventes sans compter les services de formation et soutien clients.

Pour Hynaero, la réussite du programme dépend du soutien des acteurs publics et privés. Les premiers signes d'intérêt émanant des ministères et des organismes de soutien sont encourageants pour l'avenir du projet.

Face à la montée des défis environnementaux et sécuritaires, le développement de solutions innovantes comme le Fregate-F100 est crucial. **En unissant leurs forces, les acteurs européens peuvent faire face à la crise des feux de forêt tout en renforçant leur souveraineté et leur compétitivité sur la scène internationale.**

David Pincet

Fondateur associé, Hynaero S.A.S.



Dépolitisons la nation

Le plus européen des Français proclamait « *Je suis national* ». L'Empereur précisait : « *Ni talons rouges, ni bonnets rouges* » pour bien exprimer le caractère universel de ce lien social fondateur : la nation. Aussi, quels que soient notre rang, notre condition ou même les idées que nous revendiquons, nous sommes tous faits par cette nation, quand bien-même nous serions aujourd'hui curieusement appelés à la « refaire » (sic). C'est là une évidence autant qu'une incontestable source de bienfaits. Le lien vertical et horizontal qui nous unit et nous affine à la nation, dans l'espace et dans l'Histoire, constitue notre trésor commun, notre demeure indivise : Voilà pourquoi il nous semble important d'en faire aujourd'hui la pierre angulaire de notre réflexion politique. Ce qui suppose d'abord d'en dépolitiser la notion une bonne

fois pour toutes.

L'appartenance à la nation, une évidence autant qu'une somme de bienfaits

La nation est, avant toute chose, une réalité tangible, charnelle et spirituelle, enracinée dans le territoire et inscrite dans les siècles. La nation française est peuplée par 67 millions de personnes de « *nationalité française* ». (INSEE, 2023). Comme l'a écrit Philippe d'Iribarne dans son ouvrage *La Nation, une ressource d'avenir*¹ : « *Le cadre national a permis l'émergence de la figure du citoyen qui, avec ses pairs, décide des orientations de la cité.* » Le cadre fondateur, protecteur et fructificateur de la Cité, est bel et bien la nation. Elle est partout, regardez donc autour de vous ! Songez un peu à l'Assemblée nationale, à la Défense nationale, à l'Hymne national, à la Bibliothèque nationale, à la concorde nationale, au service national universel etc. Et cette fameuse « *startup nation* » ! Inutile de nous lancer dans un panégyrique. Il suffit d'ouvrir un manuel de géographie, d'Histoire, de chanter ou d'entendre ceux qui parlent et portent notre langue si belle, aux quatre coins du monde. La nation, famille de familles, représente la cellule élémentaire de toute forme d'essor économique, politique, culturel. Elle place chacun de ses membres, dans une échelle géographique raisonnable, à l'abri du besoin et du danger ; Et, comme y invitait Montesquieu, de manière suffisamment proche du Prince, afin que ce dernier connaisse et gouverne justement chacun de nous.

La nation repose sur le vouloir vivre ensemble

Selon Ernest Renan, la nation est « *une âme, un principe spirituel* » qui repose sur « *le vouloir vivre ensemble* ». Le « *vivre ensemble* » dont les discours politiques alvéolés nous rebattent les oreilles n'a jamais existé, et n'existera jamais sans l'indispensable corollaire de ce « *vouloir vivre ensemble* » qui le fonde, au cœur même et sous l'ombrelle de la nation. C'est le nécessaire « *affectio societatis* » de cette

noble entreprise qu'incarne la nation. Il ne faut pas voir ailleurs que dans le défaut si manifeste de ce « *vouloir vivre ensemble* » la cause profonde de la plupart de nos maux actuels. Or, seule la nation permettra de recueillir à nouveau, sous quelque forme politique possible, cet assentiment collectif permanent.

Certes, la question de la nation pourrait – *attendons-nous à cette objection* – achopper sur celle de l'Europe, et plus particulièrement sur la forme politique qu'elle revêt depuis trente ans : l'Union européenne. Nul ne conteste cependant, et certainement pas nous, l'intérêt que les nations d'Europe trouvent depuis des siècles à œuvrer en bonne intelligence, pour gagner en intérêts et en influence dans le grand concert... des nations ! Mais, comme le déclarait autrefois le Général de Gaulle, pas au point que nos pays en viennent à « *perdre leur personnalité nationale* », dans la grande marmite dissolvante d'une quelconque fédération.

Fidélité à l'esprit des Lumières

Par ailleurs, si nous voulons demeurer fidèle à l'héritage des Lumières, il nous faut maintenir la nation. Jamais le mot de nation n'a été autant à la mode que pendant la période qui a précédé et accompagné la Révolution française. « *Les titres de 895 ouvrages de langue française publiés entre 1700 et 1789 comportent les termes nation ou national, et que 277 autres contiennent des variantes sur le mot patrie, contre seulement 105 et 16 avant 1700. Rien qu'en trois ans, de 1787 à 1789, les mots « nation » et « patrie » figuraient dans les titres de 520 ouvrages.* » ²

Cependant, l'attachement à la nation doit éviter l'écueil de l'idéologie. Chez nous, la nation, c'est la France. Et la France n'a aucune vocation à être remise dans une boîte à doctrines. La nation n'est pas une idée, c'est une réalité qui appartient à tous, et à laquelle tous appartiennent. En revanche, le nationalisme est une exacerbation idéologique qui

naît historiquement sur le terreau de l'humiliation de la nation. Le meilleur moyen de ne pas verser dans ce travers, c'est donc sans doute de la restaurer dans ses droits.

Reconstituer une rosace

Voyez comme le socialisme a récupéré la préoccupation sociale (aujourd'hui, l'on dirait qu'il a « surfé » sur elle). Observez les libéralismes, l'ancien et le nouveau, un peu comme les testaments. N'ont-ils pas tous deux phagocyté sans vergogne l'idée même de liberté ? Les capitalistes auraient-ils cultivé seuls les bienfaits du capital ? Les communistes ont-ils quant à eux soustrait à leur profit privé (quelle ironie) l'idée même de Bien(s) Commun(s) ? Les Républicains se targuent, l'air de rien, d'avoir convolé seuls avec Marianne. Ne parlons pas des Progressistes, des Démocrates ou des Humanistes qui ont choisi, non sans orgueil et malice, de commuer les noms communs qui nous appartiennent en noms propres. Or, ne sont-ce pas là, éparpillées, des dimensions, toutes nécessaires et attendues de n'importe quelle forme d'engagement politique complet, homogène, conciliant ?

Ces courants d'idée, toutes ces rentes intellectuelles ont choisi de ne considérer le monde qu'à travers un seul prisme, au risque de méconnaître ou de mécontenter tous les autres. Seule la nation, tel un vitrail, nous permettra de recomposer une image, une vision éblouissante et juste du réel. Elle seule ramassera en une seule rosace les bris lumineux épars d'un kaléidoscope idéologique obsolète surtout conçu pour nourrir les petites chapelles et figer les antagonismes. La dimension sociale de notre communauté, la conservation de notre héritage, notre projection dans l'avenir, le sacro-saint exercice de nos libertés individuelles : voilà le seul vrai programme en entier.

Oui, nous ne mesurons pas à quel point la fragmentation, l'atomisation du paysage intellectuel nous empêche, de l'intérieur, d'envisager pour demain cet indispensable «

vouloir vivre ensemble ». Toutes nos actuelles boutiques artisanes, qui forment le visage de la représentation nationale, obèrent une réalité fondamentale : nous sommes tous enfants de cette nation, de manière organique. Et sauf à vouloir faire sécession, géographique ou idéologique, nous ne parviendrons jamais à imprimer à notre destin la vision commune à laquelle nous aspirons sans recourir, encore et toujours, à l'idée cristallisante de nation.

[Thomas Fauré](#)

Président-fondateur de **[Whaller](#)**

¹ <https://www.editionsartege.fr/product/126728/la-nation>

²

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2006-2-page-165.htm>

Achat public, un levier de souveraineté enfin identifié ?

Achat public, un levier de souveraineté enfin identifié ?

La souveraineté économique désigne la capacité d'un pays à contrôler la production et la gestion de besoins essentiels,

en ne dépendant pas d'un autre État ou d'une entreprise. Mais elle ne signifie pas pour autant l'autarcie ou le protectionnisme car elle ne concerne généralement qu'un domaine spécifique. On peut ainsi parler de souveraineté sanitaire, alimentaire, énergétique ou encore numérique. Tout est dit !

Peut-on ainsi par les textes ou les pratiques atteindre des objectifs de souveraineté à l'échelle d'une Union ou d'un continent ? La réponse est non. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause un modèle qui a démontré historiquement et encore récemment son efficacité en matière de vaccins ou encore de gestion de la crise ukrainienne, mais d'arrêter sans cesse d'attendre le droit européen pour agir ou pour expliquer qu'on ne peut agir.

Les crises, un révélateur à plusieurs titres

Si les crises ont révélé des fragilités réelles, elles auront surtout conduit l'Etat à « enfin » considérer la commande publique non plus comme « une contrainte budgétaire » mais comme un levier stratégique économique et politique. Une prise de conscience brutale, mais nous savons que notre pays sait se transcender sous la contrainte. **10 à 15% du PIB sont ainsi mobilisables dans un contexte de deniers publics rares et de taux d'intérêt en hausse.** Un changement de paradigme majeur qui honore notre pays mais qui bouleverse l'achat public.

Loi Industrie verte, SREN, programme ETIcelles..., la commande publique est appelée à la rescousse allant jusqu'à exclure si nécessaire les entreprises non vertueuses (lire non européennes ou françaises)

Des freins bien plus culturels que réglementaires

L'achat public est historiquement approché comme un acte juridique à risques. Ce fait, associé à une jurisprudence dense, explique la frilosité des acheteurs dans l'intégration des politiques publiques et ce malgré la multiplication des

textes et guides appelant « indirectement » à un patriotisme économique qui n'a jamais irrigué ni l'acheteur, ni l'utilisateur, ni le citoyen. **Si les Allemands consacrent en valeur 49% de leur commande publique à leurs TPE/PME contre 30% en France, ce n'est pas une question de texte mais une question de culture, sensibilisation et pratiques.** Tout le monde est d'accord pour produire en France mais pas toujours pour acheter français ! **Penser que le consommateur, pourra à lui seul soutenir l'industrie française est une erreur qui plus est dans un contexte d'inflation.** Penser que le secteur privé, dans l'environnement concurrentiel que nous connaissons, pourra à lui seul soutenir l'industrie française l'est également. L'État, les collectivités territoriales et les hôpitaux ont ainsi un rôle clé à jouer tant en termes de commandes que d'exemplarité.

Ne pas tout attendre de la réglementation européenne

Au regard des disparités des États membres en termes économique, industriel, politique, social, ou sociétal, il serait dommageable d'attendre une évolution incertaine des directives pour « favoriser » les entreprises européennes. Les atermoiements autour de la réciprocité dans les marchés publics en témoignent. La récente mobilisation du Parlement européen pour un « Buy European Act » semble relever davantage de l'intention que de l'action. **La France, par la forte mobilisation notamment de ses Ministres délégués chargés respectivement de l'Industrie et de la Transition numérique et des Télécommunications, est en train toutefois de baliser un chemin européen.**

Se fixer des objectifs ambitieux mais réalistes et mesurables

La réindustrialisation ou relocalisation sont des processus longs et coûteux. Réagir et agir aujourd'hui est indispensable. Pourtant, malgré quelques bonnes volontés, toutes les initiatives politiques des vingt dernières années présentent des résultats mitigés (achats innovants, accès des

TPE-PME, mobilisation autour du « Made in France »).

Pourquoi ? Tout simplement parce que la mobilisation s'est faite davantage sous la contrainte que par conviction. La question n'est pas ou plus de favoriser les PME et encore moins les entreprises françaises ou les produits français (sous-entendu l'existence de critères objectifs ?) mais de **faire de notre commande publique un levier de création, de soutien et de développement**. Mais sans connaissance approfondie des acteurs économiques et de l'origine des produits et services, difficile de mobiliser une commande publique « méconnue » avec des objectifs non mesurables.

Penser souveraineté et coût global avant de penser PME et Made in France

Un salarié français sur sept est employé dans les 18.000 filiales étrangères sur son territoire, contre un sur dix chez ses voisins et un sur vingt aux Etats-Unis. Cette statistique confirme la nécessité de penser global et non pas uniquement local. Cibler les orientations de la commande publique plutôt que poser des grandes ambitions parfois inatteignables.

Des mesures assez évidentes pourraient être prises rapidement :

- Mettre l'achat public au cœur des priorités de l'Etat avec la **nomination d'un délégué interministériel à la commande publique** permettant de lever les injonctions contradictoires.
- En finir avec les incertitudes sur le poids de la commande publique par des dispositions plus fortes en matière d'open data (**obligation sous les 40 000 € HT et sanctions associées**).
- **Simplifier et adapter le droit** par une expérimentation liée à la création de marchés publics de souveraineté (périmètre et seuils) sur le modèle des achats innovants
- **Mobiliser les centrales d'achat et les acheteurs importants** par une communication régulière et précise de leur empreinte

économique, environnementale et sociale et par de plus grandes exigences en termes de statut et de labellisation RFAR.

- **Faire évoluer le SPASER d'une obligation de moyens à une obligation de résultat** (indicateurs, mesures, plan d'actions).
- Renforcer les obligations en matière de **vigilance, de probité, de lutte contre la corruption** mais aussi davantage mesurer la réalité en termes d'engagements environnementaux ou sociaux.
- **Accroître la formation** des acteurs de l'achat public au coût global et aux enjeux de souveraineté.

En conclusion, accélérer la mobilisation des deniers publics au service des enjeux économiques, environnementaux et sociaux par une poursuite de la sensibilisation, de la professionnalisation, de la mutualisation à toutes les échelles et du développement des outils et plateformes permettant aux acheteurs mais aussi aux entreprises de se recentrer sur la valeur et leurs objectifs.

[Sébastien TAUPIAC](#), Directeur Communication et Relations
Publiques e-Attestations.com
Administrateur de l'[APASP](#)

La France va-t-elle se doter d'un système d'exploitation souverain ?

Le gouvernement chinois l'a annoncé avec fracas, la Chine est déterminée à se passer de Windows, le populaire système d'exploitation de Microsoft. Cette déclaration, à vrai dire,

fait suite à la menace du gouvernement américain de ne plus autoriser les Chinois à utiliser Windows. On ne sait donc pas exactement qui quitte qui...

Cette information, sortie il y a quelques semaines, aurait ressemblé à un scénario de politique fiction il y a seulement une dizaine d'années. **C'est pourtant notre réalité : la technologie est devenue un sujet politique.** Et chaque Etat ou groupement d'Etats y va de « je te quitte » à « je t'interdis d'utiliser mon logiciel ».

La Russie a interdit Facebook et Instagram pour cause « d'extrémisme » le 21 mars 2022. La Chine bloque Google depuis 2012. De son côté, les Etats Unis ont interdit la vente des smartphones Huawei le 26 novembre 2022. Et le 24 février dernier, la commission européenne a interdit à ses employés l'usage de l'application chinoise TikTok.

Au Maroc, [le MCBI](#) propose désormais un OS souverain baptisé Atlas OS qui répond à la fois à une commande publique et à un engouement du secteur privé pour accélérer sur le commerce international, mais sans perdre le contrôle de ses données.

Derrière ces OS souverains se cache en réalité une simple variante de Linux aux couleurs du pays, sécurisée, bénéficiant de ses propres mises à jour et construite pour répondre aussi bien au marché privé qu'à la commande publique.

Mais au fait, que se passe-t-il au pays magique des technologies ? Il semble que la douce utopie d'un monde globalisé où toute distance est abolie est en train de disparaître au profit d'un monde de frontières et de blocs souverains.

Comment en est-on arrivé là ?

Internet est synonyme depuis sa naissance dans les années 1990 de liberté individuelle. Chacun va où il veut, utilise les logiciels qu'il veut, fait ses courses où bon lui semble. Mais

cette belle utopie d'un monde sans frontières est en train de disparaître progressivement. C'est que derrière la liberté bien réelle des individus se cachent des enjeux économiques puissants. L'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres a fini par réveiller les politiques les plus réticents à l'idée de frontière digitale.

D'abord la mondialisation en général laisse les européens sur leur faim. Elle profite surtout à la Chine et aux Etats unis. Le PIB des Etats Unis.

« En quinze ans, le PIB par habitant des Etats-Unis a crû 60 % plus vite que celui des habitants de l'UE. Et le Mississippi, Etat le plus pauvre des Etats-Unis, a un PIB par habitant plus élevé que celui de la France. » [rappelle André Loesekrug-Pietri, dans une tribune du Monde ce 21 juillet.](#)

Il met directement en cause notre faiblesse à juguler la domination des géants de la technologie américains.

D'autre part, chacun réalise que les données sont le nouvel or blanc et que la captation de données correspond ni plus ni moins à une fuite de valeur et même de capitaux. Or il est difficile de réguler la circulation des données car elle est invisible, les serveurs sont inaccessibles, les algorithmes secrets.

Dans ce monde en pleine réorganisation, les systèmes d'exploitation (Windows, Mac OS...) occupent une place centrale car depuis 2010, ils s'appuient sur le cloud, donc ils copient vos données aux Etats Unis. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir du cloud US que de changer de système d'exploitation. Et depuis l'éclatement de l'affaire de la CIA en 2013, révélé par Edward Snowden, nous savons que le gouvernement américain collabore avec Microsoft pour exploiter ces données, y compris à des fins économiques.

C'est ce que les chinois ont compris en lançant leur propre moteur de recherche puis leur propre système d'exploitation.

Celui-ci est baptisé KYLIN, déjà utilisé par 90 % des fonctionnaires de l'État. Comme toujours en Chine les décisions prennent peu de temps à se matérialiser.

Au Maroc, [The Moroccan Center for Business Intelligence](#) sort un système d'exploitation souverain qui suscite l'intérêt des autorités. Nul doute que le Maroc, qui a voté dès 2009 une loi stricte sur la souveraineté des données, basculera dans un système d'exploitation souverain dans les prochaines années.

En France, il y a peu de débat en France sur la nécessité d'un système d'exploitation souverain. Au contraire, **Windows équipe 85 % des PC dans l'hexagone**. Mais la France pourrait être entraînée dans cette évolution par des voisins moins patients.

En 2017, l'autorité néerlandaise de protection des données accusait Microsoft de récolter des données personnelles au prétexte d'améliorer la qualité du service.

Le 15 juillet 2019, l'Allemagne a interdit l'usage de Windows et de Microsoft 365 dans l'ensemble de ses écoles en raison du non respect de la RGPD par l'entreprise américaine.

Et le 13 juin 2022, le gendarme suisse de la protection des données considère qu'un organe fédéral ne peut pas, dans le respect du droit applicable, utiliser la suite office de Microsoft dite Microsoft 365 dans la mesure où celle-ci stocke les données aux Etats Unis.

Le point de bascule pourrait toutefois ne pas être politique, mais économique. [Dans une récente tribune au Figaro](#), le chef d'entreprise Antoine Dubosc constate que la France a tout à perdre à fonctionner comme une colonie numérique des Etats Unis. A commencer par sa compétitivité. Il plaide pour une souveraineté numérique de la France et de l'Europe.

A vrai dire c'est **cette petite voix de la souveraineté qui commence à résonner sur l'ensemble de l'échiquier politique** et qui pourrait faire basculer l'opinion.

Le problème, il est vrai, n'est pas technique mais presque exclusivement psychologique. La plupart des gens ne comprennent rien à leur ordinateur et sont principalement soucieux que rien ne change par crainte de perdre le contrôle de la machine.

C'est d'ailleurs pourquoi plusieurs sociétés européennes se sont lancées dans la fabrication de systèmes d'exploitation souverains qui imitent Windows le plus possible afin de ne pas perdre les utilisateurs.

Aujourd'hui, une des solutions les plus célèbres s'appelle [Zorin](#). Elle remplace Windows de façon pratiquement indolore et peut être adaptée au contexte souverain de chaque pays puisqu'elle ne stocke aucune donnée en dehors du PC. Zorin est lui-même basé sur Linux, comme l'est la solution chinoise Kylin.

Nous sommes donc arrivés dans un monde où il est possible et confortable de passer de Windows à Linux de façon lisse et transparente. La montée en puissance du souverainisme technologique renforcée par le cadre juridique européen favorisent et facilitent cette migration. Or **quitter Windows est le premier pas de notre souveraineté technologique** puisque ce système d'exploitation exporte nos données. Il faut attaquer le mal à la racine.



Défense du souverainisme

Sur la question de la souveraineté, et le courant de pensée sous lequel un certain nombre de ses défenseurs ont choisi de se placer, [Grégory Saccomani](#), passionné par le sujet, considère ici qu'est venu le temps d'une salubre clarification.

Habituellement discret sur les réseaux sociaux quant aux sujets politiques, je ne peux plus rester silencieux face aux confusions et aux idées préconçues autour de la notion de « souveraineté ». Si elle est encensée dans le contexte de la souveraineté numérique, pourquoi est-elle souvent diabolisée dans d'autres domaines ? Une question de cohérence s'impose.

En ces temps où les débats politiques occupent l'espace médiatique, il est essentiel de démêler les clichés et les préjugés qui entourent le concept de souveraineté. Alors que je suis passionné par les enjeux de la souveraineté numérique, je constate avec étonnement que le terme est souvent mal compris, voire détourné de son sens véritable lorsqu'il est abordé dans d'autres contextes.

La souveraineté, qu'elle concerne la protection des données ou les choix politiques, est avant tout une question de liberté et d'indépendance. Elle permet aux individus, aux entreprises et aux nations de prendre des décisions autonomes et de défendre leurs intérêts communs. Il est donc crucial d'adopter une approche cohérente et de ne pas céder aux préjugés lorsque nous abordons le sujet de la souveraineté.

Aujourd'hui, je souhaite apporter ma contribution à ce débat en partageant des réflexions éclairées sur la notion de souveraineté et en invitant chacun d'entre vous à remettre en question les idées reçues qui peuvent fausser notre compréhension. Ensemble, explorons les multiples facettes de la souveraineté et discernons la réalité de la confusion.

Le souverainisme n'est pas une nostalgie, c'est une exigence », souligne Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre français. Préserver les intérêts nationaux et la volonté du peuple est primordial.

« Le souverainisme, c'est la possibilité de tracer une ligne rouge, c'est de protéger l'identité de la nation », déclare François Bayrou, leader centriste. Préserver notre souveraineté garantit notre identité et nos valeurs.

« Le souverainisme, c'est la capacité à décider de son destin », affirme Arnaud Montebourg, ancien ministre français. Prendre des décisions autonomes façonne notre avenir économique, social et politique.

En conclusion, « La souveraineté nationale est le complément indispensable de la liberté des peuples et de l'indépendance des nations. » – Charles de Gaulle. C'est une vision partagée pour préserver notre indépendance et décider collectivement de notre avenir.

[Grégory Saccomani](#)

L'intelligence française face

à ChatGPT

[Thomas Fauré](#), président-fondateur de la plateforme collaborative souveraine [Whaller](#) appelle à une rupture avec le mimétisme technologique qui conduit notre pays à n'envisager l'innovation que dans un rapport de répllication avec les percées américaines.

À intervalles réguliers, la France assiste, émerveillée, à l'avènement d'une avancée technologique porteuse de la promesse d'une « disruption », c'est-à-dire d'un bouleversement général de notre manière de percevoir ou de modifier nos conditions d'existence. Sans nier les mérites de ces innovations souvent venues d'outre-Atlantique, est-il encore permis de s'interroger sur la sidération avec laquelle nous les épousons d'emblée et les déclinons sans recul, au risque de nous disperser et de ne pas nous consacrer nous-mêmes à des développements plus personnels, plus nécessaires ou plus profonds ?

Depuis quelques mois, il est devenu impossible d'ouvrir un journal sans tomber sur un article consacré à une certaine intelligence artificielle générative prétendument capable de réfléchir – ou de travailler – à notre place. C'est presque une gageure de parvenir à ne pas la citer. ChatGPT est littéralement partout ! ChatGPT (pour Generative Pre-trained Transformer, comprenez «transformateur génératif pré-entraîné»), est un logiciel créé par l'entreprise OpenAI, en collaboration avec Microsoft. Puisqu'elle est aussi appelée « agent conversationnel», demandons-nous un instant si la France manque à ce point de conversation pour ne plus jurer que par elle...

La France coincée entre le psittacisme et l'antonomase

À peine mis à disposition sur Internet, nous nous sommes rués sur ce nouvel outil tellement fascinant. Mais il nous a fallu assez peu de temps pour qu'en France, chacun se demande quand nous aurions notre « propre ChatGPT ». C'est hélas l'un des aspects de la course au progrès menée par les Etats-Unis : le psittacisme de la France qui se presse d'adopter les nouveautés venues d'outre-Atlantique. Et elle les épouse plus encore dans leur « narratif » que dans l'usage qu'elle en fait à proprement parler. Il faut donc nous interroger sur notre disposition à accueillir avec un égal enthousiasme, tout ce qui vient de l'extérieur de la France, y compris quand la nouveauté en question porte un tel nom !

De manière spontanée, et par antonomase, nous n'évoquons plus qu'une dénomination commerciale pour désigner ce qui n'est en fait que l'expression particulière d'une technologie née, au moins dans ses fondements, il y a plus de soixante-dix ans. C'est alors que nous nous croyons obligés, dans un double mouvement d'orgueil et de sujétion, de lancer notre propre « ChatGPT », un peu comme, quelques temps auparavant, nous nous étions assigné l'impérieuse mission de donner vie à nos propres « Facebook », « Google » ou plus récemment « Métavers » français. Or nommer ces percées relatives (elles ne sont souvent que l'aboutissement de longs travaux associant chercheurs et nations) c'est déjà attribuer à nos concurrents américains un avantage compétitif difficilement rattrapable. Le nom de la mariée est désormais sur toutes les lèvres, et il est trop tard pour attirer son attention.

Google n'a pas tardé à sortir Bard pour riposter. Et il existe paraît-il « une sorte de ChatGPT français » (sic) dont le nom est Bloom. Qui ne voit que le fait de présenter ainsi cette autre IA affecte ab initio ses chances de percer ? Par ailleurs, on apprenait récemment que LLaMA, le concurrent de

ChatGPT proposé par Facebook, avait été conçu par 14 personnes dont 11 ont fait leurs études en France (Polytechnique, Normale Sup). N'est-ce pas délicieusement ironique ? »

« C'est juste que c'est bien présenté »

Pourtant, en matière de technologies, « ChatGPT n'est pas particulièrement innovant », déclarait en début d'année Yann Le Cun, père du « Deep Learning » et regretté transfuge breton du vaste mercato technologique mondial. « Il n'y a rien de révolutionnaire, même si c'est la façon dont le public le perçoit. C'est juste que c'est bien présenté », ajoutait-il, avant de préciser quelques semaines plus tard que les modèles derrière ChatGPT auraient « une courte durée de vie ».

« C'est juste que c'est bien présenté ». Fions-nous à cette appréciation. Les États-Unis possèdent sur nous un avantage considérable : ils savent financer mais ils savent surtout raconter une histoire et susciter ainsi une adoption massive. Quelques 166Md\$ ont été levés aux États-Unis entre 2020 et 2022 contre 52Md pour la France. Il faut ajouter à cet état de fait la synergie du l'éco-système public-privé aux États-Unis, la force de leur commande publique, l'articulation entre la recherche et l'entrepreneuriat, la mutualisation des efforts de R&D avec la BTID, l'assomption d'un patriotisme économique sans scrupules. Mais le fin mot de l'histoire tient sans doute effectivement au fait que « c'est juste bien présenté ». Qui écrivait que l'éloquence était l'art de réduire les autres au silence ? Et s'il en allait de même avec le marketing ?

Illustrons notre propos. Pendant ce temps, une équipe de trois laboratoires du CNRS, le CEA Leti et la startup Hawaiï, a mis au point un prototype de machine qui réalise une tâche d'intelligence artificielle (reconnaître un geste humain) en utilisant des milliers de fois moins d'énergie qu'une solution traditionnelle. Qui en parle ? Comment raconter cette histoire ? Comment nommer cette invention ?

Simultanément, la Ixana, une société américaine annonce qu'elle propose désormais de transmettre des données personnelles, uniquement par la conductivité du corps humain ; Une nouvelle technologie qu'elle a baptisée « Wi-R ». Et nous risquons sans doute d'en entendre parler copieusement.

De l'imitation à la rupture

Par-delà les qualités indéniables des innovations qui nous viennent du monde, et tout particulièrement des États-Unis, nous devons nous interroger sur l'état de subjugation dans lequel la France les accueille immanquablement, juste avant de leur emboîter le pas. Dans leur foulée, des tombereaux de liquidités financent des projets somptuaires qui sont souvent, ab initio, promis à l'échec pour une raison simple. La posture même de l'imitation les condamne à manquer du souffle ou du génie qui a suscité la création du modèle pris en exemple.

Tout le temps consacré à cette contrefaçon, à cette réplique industrielle, tout l'argent investi à son service, sont perdus et manquent hélas au développement de nouveaux projets. Cela relèverait presque de la diversion. Aujourd'hui Facebook / Meta a remis au grenier des inventions sans lendemain son projet de Métavers, non sans y avoir laissé des sommes considérables. L'entreprise se garde bien de communiquer sur le sujet. Et, par la vertu du palimpseste informationnel, couvrira bientôt cet échec par l'annonce d'un nouvel accomplissement. Mais sait-on exactement quel budget Carrefour a investi dans son Métavers régressif et copieusement moqué sur la toile ? Et l'avenir promis à cet investissement au détriment d'autres projets (d'autres métavers puisque le nom demeurerait commun) peut-être plus originaux ou plus efficaces ?

La nécessité du progrès dans laquelle notre société s'est placée nous contraint à une forme de « néophagie ». C'est ainsi, nous ne semblons nous nourrir que de ce qui est nouveau. Mais comme toutes ces nouveautés, en dépit du

postulat de la « disruption », ne se produisent fréquemment que par itération linéaire par rapport à de précédentes inventions, rien de vraiment nouveau ni de satisfaisant ne semble se produire.

Que diraient les contemporains des années 30 s'ils entendaient que près d'un siècle après eux, la trottinette, certes électrique, mais quand même, serait tenue pour le mode de locomotion révolutionnaire ? S'est-on jamais interrogé sur la vision qui présidait à notre « progrès » technologique ? Chaque avancée, au lieu de nous amener à un état ou une manière différente de voir les choses, ne fait que nous conforter dans la nécessité de chercher encore plus loin, d'ajouter à notre effort, de manière extensive. Mais jusqu'à quel néant ? Que cherche à atteindre le perchiste qui augmente successivement son exploit par tranches de centimètres ?

Conquérir de nouveaux continents

Notre posture vis-à-vis des États-Unis est d'autant plus inexplicable que nous n'avons pas à rougir de notre capacité à effectuer des percées ou des découvertes. Les nations européennes peuvent ainsi s'enorgueillir (si elles en sont encore capables) sinon d'avoir enfanté seules, au moins d'avoir contribué à la mise au monde de technologies telles que Linux, le premier navigateur Web, MySQL, IRC, Mpeg, Mp3, Docker. Mais aussi de Skype, de Spotify, du CD-rom, du DVD, du Blue-Ray, de Raspberry Pi, du micro-contrôleur AVR, de la fibre optique, de la carte SIM, de l'écran tactile capacitif, du Wi-Fi, du téléphone portable ou encore du SMS etc.

Ce dont nous avons à rougir aujourd'hui, c'est peut-être de notre manque d'énergie (du grec ancien ἐνέργεια / enérgeia, la « force en action »), de cet enthousiasme qui prête à l'audace et à l'action originale et, cela va souvent de pair, originelle. Finalement, ce n'est pas d'un nouvel outil, d'une nouvelle technologie dont nous avons besoin. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision puissante qui nous détache de

la vision incrémentale du progrès américain, avec tous ses référentiels politiques et culturels. Un exemple parmi d'autres : nous ne ferons rien de grand en gardant les yeux fixés sur un indicateur aussi misérable que la capitalisation boursière de nos entreprises. Le terme même de licorne dit bien comment notre pays s'est contenté de s'approprier un anglicisme référentiel (unicorn) au moment où il pensait s'engager dans la course de manière personnelle.

Mais alors, comment faire en sorte que nos jeunes entreprises innovantes ne soient pas contraintes d'aller chercher outre-Atlantique le financement massif dont elles ont tant besoin ? Comment faire pour que notre pays cesse de s'auto-saisir du noble devoir moral que constitue la réglementation mondiale des nouvelles activités ? On a tous connu, enfant, si nous ne l'étions pas nous-mêmes, un camarade un peu chétif ou timoré que la mêlée effrayait et qui se dévouait pour jouer les arbitres. Notre pays se montre particulièrement ambitieux en matière de réglementation. Mais pour filer la métaphore sportive, cela ne doit pas, ne doit plus le dispenser d'entrer dans le match de manière virile.

Aujourd'hui, ça n'est pas d'un nouvel outil ou d'une nouvelle technologie dont notre pays a besoin. C'est d'un nouveau cap, et du souffle pour l'atteindre. Arrêter de suivre un concurrent n'a jamais constitué une ambition en soi. En revanche, aller conquérir de nouveaux « continents » technologiques, où les autres n'auraient pas encore posé le pied, précédés des valeurs morales propres à notre pays, voilà bien une feuille de route qu'il serait exaltant de suivre ! »

Thomas Fauré, président-fondateur de Whaller

Souveraineté technologique et souveraineté politique

A l'heure où la France subit les conséquences de la guerre en Ukraine notre vision des risques s'élargit à d'innombrables problèmes, sociaux, alimentaires, énergétiques, politiques, financiers, etc.¹ **La souveraineté technologique apparait comme la fille de la souveraineté politique.** Par exemple, les carences de notre industrie nucléaire renvoient à l'absence d'Etat stratège donc de souveraineté politique.²

Aujourd'hui nous manquent les ingénieurs et les techniciens dissuadés de faire carrière dans cette énergie indépendante des aléas climatiques. C'est-à-dire une technologie souveraine. **Paralysés par des alliances politiques de rencontre nos gouvernements successifs ont cédé à des arrangements.** Ils ont évité de décider.

Souveraineté technologique et politique vont ensemble. Les Etats-Unis, la Russie, la Chine en sont des exemples. D'autres comme Singapour, le Qatar, la Corée du Sud, le Japon méritent notre attention. Ces expériences nous apprennent que la souveraineté technologique est fille de l'Anticipation. Les technologies naissent de cheminements intellectuels structurés comme la TRIZ.³ Elle naissent aussi de notre intelligence inventive plus spontanée mais tout aussi efficace.

Par intelligence inventive nous entendons la capacité des organisations à prévoir, à se différencier, à reformuler les problèmes qui parfois sont de faux problèmes. Il faut savoir se diversifier, réveiller des technologies qui dorment dans les cartons.⁴ La Chine a pu séparer les terres rares grâce aux brevets de Rhône Poulenc. La souveraineté technologique réside aussi dans l'observation des modèles économiques qui excellent dans un autre métier et pourraient secourir le mien en

difficulté. C'est que fait Souveraine Tech avec talent et une audience de plus en plus grande. L'idée de départ est devenue avec l'actualité tragique une ressource pour la Nation, les entreprises, les territoires, les filières professionnelles en difficulté. Ce média original et inventif est le creuset d'une France obligée de se réinventer. Il faut du courage et de la persévérance pour conduire cette action révolutionnaire. Merci.

La nature est aussi un livre ouvert sur des technologies naturelles qui inspirent des « inventions artificielles ». La bande Velcro, les fuselages aériens ou maritimes fournissent des exemples.

La France, pays inventif, doit oser les dialogues entre des métiers et des organisations qui ne se parlent pas ! Individualisme destructeur oblige... **Notre souveraineté technologique dort au milieu de ces silences invisibles.** Lorsque, plusieurs métiers, cultures, expériences, générations, discutent de problèmes et de solutions nous inventons, nous découvrons des applications inattendues. Nous devenons souverains, nous pratiquons une intelligence politique. Enfin !

SouveraineTech et son fondateur, [Bertrand Leblanc-Barbedienne](#) tissent ce lien entre ingénieurs, techniciens, élus, chefs d'entreprises, étudiants, citoyens et surtout victimes à venir de la guerre en Europe. C'est dans ce creuset imaginé par eux que naîtront les technologies qui assureront notre indépendance. Qu'ils en soient remerciés et félicités.

Bernard Besson

Ecrivain, formateur,

Directeur scientifique du Comité intelligence économique des ingénieurs et scientifiques de France (IESF)

Membre de la Commission intelligence économique du MEDEF Ile de France.

Membre du Conseil scientifique de SouveraineTech

¹ *Ukraine : lire et conduire la guerre économique. Diploweb, Bernard Besson, mai 2022*

² *Intelligence politique et Etat-stratège, 2022 Bernard Besson et Jean Claude Possin, Amazon et Amazon Kindle*

³ *TRIZ (acronyme russe de la Théorie de Résolution des Problèmes Inventifs, Teorija Reshenija Izobretateliskih Zadatch.*

⁴ *Introduction à l'intelligence économique, Bernard Besson, 4^{ème} édition, 2021 Amazon et Amazon Kindle*